CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 65.234/4
du 25 février 2019

sur

un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant assentiment à l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, signé à Bruxelles le 24 novembre 2017'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 65.234/4
van 25 februari 2019

over

een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'houdende instemming met de Brede en Versterkte Partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds, gedaan te Brussel op 24 november 2017'

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Le 22 janvier 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, signé à Bruxelles le 24 novembre 2017'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 février 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 février 2019.

*

Op 22 januari 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met de Brede en Versterkte Partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds, gedaan te Brussel op 24 november 2017'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 februari 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 februari 2019.

*

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

1. Dans l'avis n° 63.085/VR donné le 26 mars 2018 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 29 juin 2018 'portant assentiment à l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, signé à Bruxelles le 24 novembre 2017', la section de législation s'est exprimée comme suit au sujet du même accord [1] :

(traduction)

« PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2. L'avant-projet de décret de la Communauté flamande et de la Région flamande soumis pour avis a pour objet de porter assentiment à l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, signé à Bruxelles le 24 novembre 2017 (ci-après : l'accord de partenariat).

Cet accord de partenariat a pour objectif de renforcer le partenariat politique et économique global et la collaboration entre, d'une part, l'Union européenne et ses États membres et, d'autre part, la République d'Arménie.

Dans cette perspective, l'accord comporte tout d'abord un cadre pour un dialogue politique entre l'Union européenne et l'Arménie dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité (titre II), pour la coopération en matière de justice, de liberté et de sécurité (titre III), pour la coopération économique (titre IV) et pour la coopération dans d'autres domaines (titre V). Il comporte ensuite un accord commercial étendu relatif aux marchandises, aux services et aux domaines d'action qui y sont liés, ainsi qu'un mécanisme de mise en œuvre spécifique (titre VI). L'accord de partenariat comporte encore un cadre pour l'aide financière et la lutte contre la fraude (titre VII), et enfin un cadre institutionnel et des dispositions générales et finales (titre VIII).

Conformément à son article 385, l'accord de partenariat est déjà appliqué à titre provisoire pour certaines matières qui relèvent de la compétence de l'Union européenne [2].

‡ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] *Doc. parl.*, Parl. fl., 2017-2018, n° 1593/1, pp. 19 à 32, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63085.pdf.

[2] *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité :* Décision (UE) 2018/104 du Conseil du 20 novembre 2017 'relative à la signature, au nom de l'Union, et à l'application provisoire de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part'.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

COMPÉTENCE

3. Le 24 mai 2017, le groupe de travail traités mixtes a, à juste titre, considéré l'accord de partenariat comme un accord mixte, auquel tant l'autorité fédérale que les communautés et les régions, que la Commission communautaire commune et que la Commission communautaire française doivent donner leur assentiment [3].

4. L'accord de partenariat a été signé pour le Royaume de Belgique avec mention de la formule suivante :

'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt'.

Ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule citée. Ceci nécessite une modification de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les communautés et les régions 'relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes' (en particulier l'article 8, alinéa 3, et les commentaires correspondants) et des formules de signature arrêtées sur la base de celui-ci par la Conférence interministérielle de la Politique étrangère le 17 juin 1994 [4].

[…]

EXAMEN DE L'ACCORD DE PARTENARIAT

6.1. Les parties à l'accord de partenariat s'engagent à coopérer dans différents domaines, le point de départ de cette coopération étant souvent l'engagement qu'elles prennent de ratifier et mettre en œuvre des traités multilatéraux relatifs à la matière concernée. Bien que la Belgique soit déjà partie à plusieurs traités multilatéraux relatifs à différentes matières visées par l'accord de partenariat, tel n'est pas toujours le cas.

En portant assentiment à l'accord de partenariat, la Belgique s'engage dès lors à entreprendre les démarches nécessaires en vue de la signature, de la ratification, de la mise en œuvre et du respect d'un certain nombre de traités.

6.2. L'engagement, inscrit à l'article 6, paragraphe 2, de l'accord de partenariat, de 's'efforce[r] de renforcer la coopération afin de promouvoir la paix et la justice au niveau international en ratifiant et en mettant en œuvre le statut de Rome de la Cour pénale

[3] *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité :* Ce qui a implicitement été confirmé par la Conférence interministérielle de la politique étrangère (voir les lettres du 26 octobre 2017 du président de la CIPE).

[4] *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité :* Pour sa part, la Commission communautaire commune ne doit pas être explicitement mentionnée, étant donné qu'elle n'a que des compétences limitées sur le plan international et qu'elle n'est notamment pas compétente pour conclure des traités (voir l'article 135 de la Constitution, l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' et l'article 16, § 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles').

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

internationale et ses actes connexes', soulève une nouvelle fois [5] la question de la ratification par la Belgique de l''Amendement à l'article 124 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale', fait à La Haye le 26 novembre 2015. Le délégué a déclaré que la procédure d'assentiment et de ratification de cet amendement serait entamée à bref délai :

[traduction]

'L'avant-projet de loi portant assentiment à l'amendement à l'article 124 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et l'exposé des motifs accompagnant cet avant-projet ont été préparés par le 'Groupe de travail Législation' de la Commission interministérielle de Droit humanitaire (CIDH). Le dossier administratif d'assentiment est finalisé par le service techniquement compétent du SPF Affaires étrangères, la Direction Droit international public, de sorte que la procédure parlementaire peut être entamée'.

6.3. En outre, à l'article 9, paragraphe 2, a), de l'accord de partenariat, les parties s'engagent, dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, à 'pren[dre] des mesures pour signer ou ratifier tous les autres instruments internationaux pertinents'. La Belgique n'a cependant pas signé le 'Traité sur l'interdiction des armes nucléaires', adopté à New York le 7 juillet 2017.

À cet égard, le délégué a précisé ce qui suit :

[traduction]

'Il s'agit d'une compétence fédérale.

La Belgique n'a pas signé ce traité.

Je renvoie à la réponse du Ministre-Président Bourgeois du 20 juin 2017 à une question relative à la position de la Belgique concernant la résolution de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires :

'L'autorité fédérale est compétente en cette matière. La Flandre n'est pas consultée à ce sujet. En ce qui concerne le désarmement nucléaire et le stockage d'armes sur le territoire de la Région flamande, le Gouvernement flamand souscrit évidemment à l'objectif du traité de non-prolifération, à savoir l'élimination finale de toutes les armes nucléaires dans le monde.

La Belgique fait partie d'un groupe de dix-huit pays qui plaide en faveur d'une approche dite progressive, une combinaison de mesures législatives et non législatives. Le Ministre Reynders a précisé sa position lors d'une discussion à la Chambre le 14 décembre 2016. Il a notamment répondu que la Belgique a voté contre la résolution de l'ONU relative à des négociations sur une interdiction des armes nucléaires, parce qu'il est convaincu que pareille mesure ne contribuera pas à l'élimination effective de ce type d'armes. Le Ministre Reynders estime que sans la participation des pays dotés d'armes nucléaires et sans un mécanisme de contrôle fiable, un tel traité ne permettra même pas le démantèlement d'une seule arme nucléaire.

Je suis convaincu que c'est en adoptant des positions communes dans le cadre de l'UE ainsi qu'en prenant des initiatives *ad hoc* avec des partenaires de bonne volonté de l'OTAN que la Belgique doit continuer à plaider en faveur de la poursuite d'une réduction des arsenaux nucléaires stratégiques existants, conformément à la résolution de ce Parlement flamand''.

[5] *Note de bas de page n° 8 de l'avis cité :* Voir également l'avis n° 62.626/VR donné le 22 janvier 2018 sur un avant-projet de décret 'houdende instemming met de kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Australië, anderzijds, ondertekend te Manila op 7 augustus 2017', observation n° 6.3.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Sans préjudice de cette déclaration, en devenant partie à l'accord de partenariat à l'examen, la Belgique s'engage à prendre encore toutes les mesures nécessaires en vue de devenir partie au 'Traité sur l'interdiction des armes nucléaires'.

7. Il y a lieu d'attirer l'attention sur les obligations de transparence prévues à l'article 309 de l'accord de partenariat. Cette disposition impose certaines formes de publication qui ne sont pas complètement intégrées dans l'ordre juridique belge [6]. C'est ainsi que, conformément à l'article 309, paragraphe 1, de l'accord de partenariat, des mesures d'application générale, comme 'les lois, règlements, décisions, procédures et décisions administratives d'application générale susceptibles d'avoir une incidence sur toute question couverte par le présent accord' [7] doivent 'explique[er] clairement l'objectif visé' et 'entr[er] en vigueur après qu'un délai suffisant s'est écoulé depuis leur publication, sauf dans des cas dument justifiés'. En outre, dès le stade préparatoire du processus politique, il convient de faire montre d'une transparence suffisante, notamment en prévoyant une procédure de *notice and comment* qui doit satisfaire aux conditions de l'article 309, paragraphe 2, de l'accord de partenariat.

8.1. Lorsque l'exposé des motifs évoque le pays partenaire, il fait état du conflit relatif au Nagorno-Karabakh, une enclave située en Azerbaïdjan, sur laquelle l'Arménie fait valoir des prétentions territoriales. La question se pose de savoir à cet égard si l'accord de partenariat s'applique ou non à ce territoire. L'article 383 de l'accord de partenariat mentionne uniquement le 'territoire de la République d'Arménie' et apporte donc peu d'éclaircissements.

La réponse du délégué ne permet pas non plus de trancher ce point :

[traduction]

'L'Union européenne n'est pas un acteur principal dans ce processus, mais s'en remet à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), plus spécifiquement au Groupe de Minsk qui, au sein de l'OSCE, cherche une solution au conflit du Karabakh. Dans ce contexte, l'UE prête son concours et plaide pour une solution politique négociée en conformité avec le droit international'.

[6] *Note de bas de page n° 9 de l'avis cité :* Voir déjà auparavant la mise en garde du Conseil d'État, section de législation, en ce qui concerne des dispositions analogues dans l'accord d'association avec l'Ukraine : avis n° 56.890/VR donné le 27 janvier 2015 sur un avant-projet devenu la loi du 13 mai 2015 'portant assentiment à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, fait à Bruxelles le 21 mars 2014 et le 27 juin 2014', observation 4.2, *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-980/1, pp. 15-16. Pour une première application concrète de ces dispositions en ce qui concerne une obligation de *notice and comment* : voir l'avis n° 62.412/3 donné le 29 décembre 2017 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants', observation n° 4. Voir également, en ce qui concerne la réglementation analogue dans l'accord de partenariat et de collaboration avec le Kazakhstan, l'avis n° 58.987/VR donné le 1er avril 2016 sur un avant-projet devenu le décret du 2 décembre 2016 'portant assentiment à l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana le 21 décembre 2015', observation n° 4.1, *Doc. parl.*, Parl. fl., 2015-2016, n° 861/1, p. 22.

[7] *Note de bas de page n° 10 de l'avis cité :* Article 307, a), de l'accord de partenariat.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

8.2. C'est en définitive à la Cour de Justice qu'il reviendra de trancher définitivement cette question. Dans sa jurisprudence récente concernant le champ d'application des accords de partenariat ou d'association conclus avec l'Union européenne, la Cour de Justice a en tout cas limité le champ d'application territorial de ces accords aux frontières internationalement reconnues du pays partenaire [8].

9. Les articles 3 et 362 à 366 de l'accord de partenariat prévoient un dialogue politique entre les parties qui comprend des consultations, des réunions et des visites ou des échanges de vue au niveau parlementaire, ministériel et administratif ainsi que la création d'un conseil de partenariat et d'un comité de partenariat au sein desquels se tiennent des consultations visant à faciliter la mise en œuvre de l'accord de partenariat, à promouvoir la réalisation de ses objectifs généraux et à garantir une cohérence générale des relations entre l'Union européenne et l'Arménie. Le conseil de partenariat et le comité de partenariat peuvent en outre prendre des décisions contraignantes.

Compte tenu du caractère mixte de l'accord de partenariat, ces mécanismes de concertation peuvent également porter sur des matières relevant de la compétence des communautés et des régions, de sorte que des accords particuliers devront être conclus en ce qui concerne la représentation et l'engagement de toutes les autorités afin de déterminer la prise de position lorsque ces mécanismes seront d'application.

En ce qui concerne les organes créés par un accord de coopération conclu par l'Union européenne et ses États membres ou en vertu d'un tel accord, en l'espèce sous la forme d'un comité mixte, le Conseil d'État, section de législation, a relevé, dans son avis n° 53.978/VR du 7 novembre 2013, ce qui suit :

[traduction]

'À cet égard, il convient de rappeler qu'il est nécessaire de prévoir en Belgique également les procédures requises en vue d'organiser la prise de position et la représentation de la Belgique au sein du Comité mixte précité et du sous-comité institué par l'article 28 dans le respect des règles répartitrices de compétences nationales.

Conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', la représentation et la prise de position au nom de la Belgique doivent être réglées dans un accord de coopération.

Les accords de coopération actuels du 8 mars 1994 [9] ne procurent pas de base juridique suffisante à pareilles représentation et prise de position, en ce qu'ils ne portent que sur la représentation au sein du Conseil de l'Union européenne. Les accords de coopération concernés ne peuvent pas s'appliquer par simple analogie, dans la mesure où le Comité mixte, certes sur le plan formel, est une expression des relations extérieures de l'Union européenne, mais il est également, sur le plan matériel, expressément compétent

[8] *Note de bas de page n° 11 de l'avis cité :* Voir à cet égard avec le Maroc et le Sahara occidental, C.J.U.E., 27 février 2018, *Western Sahara Campaign UK*, C-266/16, ECLI:EU:C:2018:118 (sur le fondement des règles du droit international général qui s'appliquent dans les relations entre l'Union européenne et le Maroc, à savoir le principe d'autodétermination, rappelé à l'article 1er de la Charte des Nations unies, et le principe de l'effet relatif des traités). Voir, en ce qui concerne Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza, C.J.U.E. 25 février 2010, *Brita*, C-386/08, ECLI:EU:C:2010:91 (sur le fondement du principe général du droit international « *pacta tertiis nec nocent nec prosunt* »).

[9] *Note de bas de page n° 12 de l'avis cité :* Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' et accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions et le Collège réuni de la Commission communautaire commune 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne'.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

pour des matières relevant de la compétence des États membres [10], qui, dans la répartition des compétences en vigueur en Belgique, relèvent ensuite également des compétences (exclusives) des communautés et des régions.

Aussi longtemps qu'un accord de coopération ne prévoit pas de base juridique suffisante à cet effet, la représentation et la prise de position au nom de la Belgique au sein du Comité mixte et du sous-comité doivent faire l'objet d'une concertation entre les gouvernements concernés, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980' [11].

Certes, la coordination de la prise de position de l'Union européenne et de ses États membres dans des matières relevant de la compétence mixte de l'Union européenne et de ses États membres intervient dans la pratique au sein du Conseil de l'Union européenne et la coordination de la prise de position de la Belgique qui précède a lieu conformément aux règles relatives à la prise de position au sein du Conseil.

Il convient toutefois d'observer que les décisions prises dans les matières relevant de la compétence des États membres ne sont pas prises, d'un point de vue juridique, par le Conseil de l'Union européenne, mais par les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil. Bien que cela soit peut-être plutôt exceptionnel dans la pratique, il n'est pas exclu que des États membres, dans des matières relevant de leur compétence, adoptent une position nationale au sein des organes institués par un accord de coopération ou en vertu de celui-ci.

Par conséquent, l'absence de règles en la matière, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', pourrait poser problème. Si un consensus était trouvé entre les autorités compétentes pour une application par analogie de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' dans ces matières, mieux vaudrait dans ce cas adapter cet accord de coopération afin d'en étendre le champ d'application en ce sens.

EXAMEN DU DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT

10.1. Selon l'article 362, paragraphe 8, de l'accord de partenariat, le conseil de partenariat est 'habilité à actualiser ou à modifier les annexes, sans préjudice des éventuelles dispositions spécifiques figurant au titre VI'. L'accord de partenariat prévoit également des procédures particulières pour la modification d'annexes spécifiques de l'accord de partenariat (articles 240, paragraphe 3, et 270, paragraphe 2 de l'accord de partenariat). Ces dispositions prévoient l'application d'une procédure de modification de l'accord de partenariat qui pourrait impliquer que la Belgique se retrouve liée sur le plan international à la suite de ces amendements, sans que les assemblées législatives y aient donné leur assentiment.

[10] *Note de bas de page n° 13 de l'avis cité :* Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Voir l'article 62 de l'accord-cadre.

[11] *Note de bas de page n° 14 de l'avis cité :* Avis n° 53.978/VR donné le 7 novembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 4 avril 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', observation n° 3.2, *Doc. parl.*, Parl. fl., 2013-2014, n° 2455/1, pp. 37 et 38.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

10.2. Eu égard à ces dispositions, il s'impose, de l'accord du délégué [12], de compléter l'avant-projet par une disposition qui porte préalablement assentiment aux modifications qui seront apportées en vertu des articles 240, paragraphe 3, 270, paragraphe 2, et 362, paragraphe 8, de l'accord de partenariat.

À défaut d'assentiment préalable, le Parlement flamand devra expressément donner assentiment à chacun des amendements aux annexes de l'accord, adoptés ultérieurement.

10.3. Un tel assentiment préalable du législateur à des modifications futures est possible, pour autant que certaines conditions soient remplies. C'est ainsi que, dans l'avis 37.954-37.970-37.977-37.978/AG [13], l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a déclaré ce qui suit :

'Tant la Cour de cassation [14] que la section de législation du Conseil d'État [15] admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à une modification à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, §§ 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies : il faut notamment que les Chambres législatives et, le cas échéant, les parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futurs amendements [16] et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces amendements'.

En ce qui concerne l'accord de partenariat auquel l'avant-projet entend porter assentiment, on peut admettre que l'exigence de connaitre suffisamment les limites des futurs amendements est respectée.

---

[12] *Note de bas de page n° 15 de l'avis cité :* Le délégué a déclaré : (traduction) « Le projet de décret sera adapté en ce sens ».

[13] *Note de bas de page n° 16 de l'avis cité :* Avis rendu le 15 février 2005 sur :
– un avant-projet devenu le décret du 9 juin 2006 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.954/AG), *doc. parl*., Parl. fl., 2004-2005, n° 358/1, p. 64 ;
– un avant-projet devenu l'ordonnance du 23 juin 2005 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.970/AG) (*Doc. parl*., Ass. réun. Commission communautaire commune, 2004-05, n° B-30/1, p. 25) ;
– un avant-projet devenu l'ordonnance du 23 juin 2005 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.977/AG) (*Doc. parl*., Parl. Rég. Brux.-Cap., 2004-2005, n° A-128/1, p. 25) ;
– un avant-projet de loi 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.978/AG) (*Doc. parl*., Sénat, 2004-2005, n° 3-1091/1, p. 539).

[14] *Note de bas de page n° 17 de l'avis cité :* Note de bas de page n° 35 de l'avis cité : Cass., 19 mars 1981, *Pas*., 1981, I, p. 779; *J.T*., 1982, 565, et la note J. Verhoeven; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N.

[15] *Note de bas de page n° 18 de l'avis cité :* Note de bas de page n° 36 de l'avis cité : Voir notamment l'avis 33.510/3 du 28 mai 2002 sur un avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes I et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (*Doc. parl*., Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48) ; l'avis 35.792/2/V du 20 aout 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (*Doc. parl*., C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10) ; l'avis 36.170/1 du 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001 (*Doc. parl*., Sénat, 2004-2005, n° 957/1).

[16] *Note de bas de page n° 19 de l'avis cité :* Note de bas de page n° 37 de l'avis cité : Voir notamment les avis cités dans la note précédente.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Il n'en demeure pas moins que les articles 240, paragraphe 3, 270, paragraphe 2, e 362, paragraphe 8, de l'accord de partenariat permettent d'adopter des amendements aux annexes de l'accord de partenariat que le Parlement flamand pourrait éventuellement désapprouver. Afin de donner la possibilité à ce parlement d'en informer le gouvernement [17], il serait également judicieux de compléter l'avant-projet par une disposition imposant au Gouvernement flamand de communiquer au Parlement, dans un délai déterminé, toute modification approuvée par le conseil de partenariat, le comité de partenariat [18] ou le sous-comité [19].

10.4. Le fait que le Parlement a donné préalablement son assentiment d'une manière conditionnelle, implicite, à une modification n'emporte pas de dérogation à l'obligation de la publier au *Moniteur belge* pour qu'elle puisse produire ses effets en droit interne, obligation qui découle de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

L'article 190 de la Constitution dispose que seul le législateur est compétent pour déterminer la forme dans laquelle les lois et règlements doivent être publiés pour acquérir un caractère obligatoire. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet jugé que les traités sont inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au *Moniteur belge* [20] .

OBSERVATION FINALE

11. L'accord de partenariat fait référence à des règles et normes internationales, qui acquièrent ainsi également un caractère contraignant.

À titre d'exemple, peuvent être mentionnés :

– les recommandations du Groupe d'États contre la corruption ('GRECO') du Conseil de l'Europe et de l'OCDE, pour la transparence en ce qui concerne les déclarations de patrimoine, la protection des lanceurs d'alerte et la divulgation d'informations sur les bénéficiaires finaux des entités juridiques (article 16, paragraphe 2, de l'accord de partenariat) ;

– la poursuite du développement de la politique relative à la gouvernance d'entreprise dans le respect des normes internationales, et en particulier des normes de l'OCDE (article 60, paragraphe 2, b), de l'accord de partenariat) ;

[17] *Note de bas de page n° 20 de l'avis cité :* Voir la procédure pour les modifications simplifiées d'un traité, réglée par l'article 75/1 du règlement du Parlement flamand (modification du règlement du Parlement flamand 'wat de vereenvoudigde verdragswijzigingen betreft', adoptée le 24 juin 2015, *Doc. parl*., Parl. fl., 2014-2015, n° 359/3; voir aussi : M. Elst, « Reglementswijziging met betrekking tot vereenvoudigde verdragswijzigingen in het Vlaams Parlement » TvW 2015, pp. 293-297).

[18] *Note de bas de page n° 21 de l'avis cité :* Conformément à l'article 363, paragraphe 5, de l'accord de partenariat, le conseil de partenariat peut en effet déléguer des pouvoirs au comité de partenariat, parmi lesquels celui d'arrêter des décisions contraignantes.

[19] *Note de bas de page n° 22 de l'avis cité :* Pour la formulation d'une telle disposition, on s'inspirera par exemple des articles 3 et 4 du décret du 4 avril 2014 'portant assentiment au Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010' et des articles 3 et 4 du décret du 25 avril 2014 'portant assentiment à l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève le 26 mai 2000, et aux prescriptions actualisées ADN 2013'.

[20] *Note de bas de page n° 23 de l'avis cité :* Cass., 11 décembre 1953, *Pas.*, 1954, I, p. 298, Cass., 19 mars 1981, *J.T.* 1982, pp. 565-567, note J. Verhoeven.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

– les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, le pacte mondial des Nations unies, la déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale et la norme ISO 26000 (article 88 de l'accord de partenariat) ;

– en matière de lutte contre la fraude et de transparence financière, l'article 183 de l'accord de partenariat mentionne, outre les 'Dix principes clés pour régir l'échange d'informations' formulés par les ministres des finances du G7 :

a) les 'Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace' établis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire ;

b) les 'Normes fondamentales pour le contrôle de l'assurance' de l'Association internationale des autorités de contrôle de l'assurance ;

c) les 'Objectifs et principes de régulation des marchés des valeurs mobilières' définis par l'Organisation internationale des commissions de valeurs ;

d) l''Accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale' de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ;

e) la 'Déclaration du G20 sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales' et ;

f) les 'Quarante recommandations sur le blanchiment des capitaux' et des 'Neuf recommandations spéciales sur le financement du terrorisme' du groupe d'action financière.

– les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, le Pacte mondial des Nations unies et la déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'OIT de 1977 (article 276, e)), de l'accord de partenariat).

Il convient de rappeler à cet égard que selon la jurisprudence constante de la Cour de cassation, ces dispositions ne sont pas opposables aux particuliers si elles ne sont pas publiées au *Moniteur belge* [21]. Ces règles et normes internationales doivent par conséquent être publiées au *Moniteur belge* en même temps que l'accord de partenariat à l'examen ».

[21] *Note de bas de page n° 24 de l'avis cité :* Voir la jurisprudence de la Cour de cassation citée dans l'observation n° 10.4.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'avant-projet d'ordonnance examiné [22-23].

2. Par ailleurs, à l'article 2, 2°, de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner l'article 240, paragraphe 3, de l'accord de partenariat et non l'article 204, paragraphe 3, de celui-ci.

*

[22] La section de législation relève toutefois que l'article 2, 2°, de l'avant-projet satisfait à l'exigence formulée sous l'observation 10.2 de l'avis n° 63.085/VR.

[23] Voir également, dans le même sens, l'avis n° 64.387/4 donné le 24 octobre 2018 sur un avant-projet de décret de la Communauté française portant assentiment au même accord de partenariat, *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2018-2019, n° 755/1, pp. 12 à 22, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64387.pdf ; l'avis n° 64.439/4 donné le 7 novembre 2018 sur un avant-projet de décret de la Région wallonne portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, au même accord de partenariat, *Doc. parl.*, Parl. wall., 2018-2019, n° 1235/1, pp. 8 à 13, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64439.pdf ; l'avis n° 64.440/4 donné le 7 novembre 2018 sur un avant-projet de décret de la Région wallonne portant assentiment au même accord de partenariat, *Doc. parl.*, Parl. wall., 2018-2019, n° 1234/1, pp. 8 à 13, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64440.pdf ; et l'avis n° 64.524/3 donné le 5 décembre 2018 sur un avant-projet de loi portant assentiment au même accord de partenariat, *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 54-3459/1, pp. 15 à 25, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64524.pdf. La section de législation s'est également prononcée en ce sens dans l'avis n° 64.594/3 donné le 6 décembre 2018 sur un avant-projet de décret de la Communauté germanophone portant assentiment au même accord de partenariat.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

1. In advies nr. 63.085/VR, op 26 maart 2018 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest van 29 juni 2018 'houdende instemming met de brede en versterkte partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds, ondertekend te Brussel op 24 november 2017', heeft de afdeling Wetgeving met betrekking tot diezelfde overeenkomst het volgende geoordeeld[1]:

> "STREKKING VAN HET VOORONTWERP
>
> 2. Het om advies voorgelegde voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest strekt tot het verlenen van instemming met de brede en versterkte partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds, ondertekend te Brussel op 24 november 2017 (hierna: de partnerschapsovereenkomst).
>
> Die partnerschapsovereenkomst heeft als doelstelling het brede politieke en economische partnerschap en de samenwerking tussen, enerzijds, de Europese Unie en haar lidstaten en, anderzijds, de Republiek Armenië te bevorderen.
>
> Met het oog daarop omvat de partnerschapsovereenkomst in de eerste plaats een kader voor politieke dialoog tussen de Europese Unie en Armenië op het vlak van het buitenland- en veiligheidsbeleid (titel II), voor samenwerking op het gebied van justitie, vrijheid en veiligheid (titel III), voor economische samenwerking (titel IV), en voor samenwerking op andere gebieden (titel V). In de tweede plaats bevat de partnerschapsovereenkomst een uitgebreid handelsakkoord met betrekking tot goederen, diensten en flankerende beleidsdomeinen en een eigen afdwingingsmechanisme (titel VI). De partnerschapsovereenkomst bevat vervolgens nog een kader voor financiële bijstand en fraudebestrijding (titel VII), en ten slotte een institutioneel kader en algemene en slotbepalingen (titel VIII).

‡ Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] *Parl.St.* Vl.Parl. 2017-18, nr. 1593/1, 19 tot 32, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63085.pdf.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

De partnerschapsovereenkomst wordt overeenkomstig artikel 385 ervan, voor bepaalde aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Europese Unie behoren, al voorlopig toegepast.[2]

BEVOEGDHEID

3. De partnerschapsovereenkomst is door de Werkgroep gemengde verdragen op 24 mei 2017 terecht als een gemengd verdrag aangemerkt, waarmee zowel de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, als de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie moeten instemmen.[3]

4. De partnerschapsovereenkomst is voor het Koninkrijk België ondertekend met vermelding van de volgende formule:

'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt'.

Deze bewoordingen moeten zo worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent. Met het oog op de rechtszekerheid was het echter beter geweest dat dit uitdrukkelijk in de aangehaalde formule was vermeld. Hiervoor is een herziening nodig van het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen' (meer bepaald artikel 8, derde lid, en de erbij horende toelichting) en van de op basis hiervan door de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid op 17 juni 1994 vastgestelde ondertekeningsformules.[4]

(…)

ONDERZOEK VAN DE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST

6.1. De partijen bij de partnerschapsovereenkomst verbinden zich tot samenwerking op verschillende domeinen, waarbij vaak de afspraak om verdere stappen te ondernemen tot bekrachtiging en tenuitvoerlegging van multilaterale verdragen over de betrokken aangelegenheid, de vertrekbasis vormt voor die samenwerking. Hoewel België voor verschillende door de partnerschapsovereenkomst geviseerde aangelegenheden al partij is bij die multilaterale verdragen, is dat niet steeds het geval.

---

[2] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies :* Besluit (EU) 2018/104 van de Raad van 20 november 2017 'betreffende de ondertekening, namens de Unie, en de voorlopige toepassing van de brede en versterkte partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds'.

[3] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies :* Wat stilzwijgend werd bevestigd door de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid (zie de brieven van 26 oktober 2017 van de voorzitter van de ICCB).

[4] *Voetnoot 4 van het geciteerde advies :* De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van haar kant behoort niet uitdrukkelijk te worden vermeld, aangezien ze slechts beperkte bevoegdheden heeft op internationaal gebied en ze met name niet bevoegd is om verdragen te sluiten (zie artikel 135 van de Grondwet, artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' en artikel 16, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen').

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Door de instemming met de partnerschapsovereenkomst verbindt België zich er derhalve toe de nodige inspanningen te doen voor de ondertekening, bekrachtiging, tenuitvoerlegging en naleving van een aantal verdragen.

6.2. Zo rijst in het licht van het engagement dat is opgenomen in artikel 6, lid 2, van de partnerschapsovereenkomst om te 'streven naar meer samenwerking ter bevordering van vrede en internationale gerechtigheid door het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof en de bijhorende instrumenten te ratificeren en ten uitvoer te leggen', opnieuw[5] de vraag naar de bekrachtiging door België van het 'Amendement to Article 124 of the Rome Statute of the International Criminal Court', gedaan te Den Haag op 26 november 2015. De gemachtigde verklaarde dat de procedure voor de instemming en bekrachtiging van dit amendement spoedig zal worden opgestart:

'Het voorontwerp van wet houdende instemming met het amendement op artikel 124 van het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof en de Memorie van toelichting bij dit voorontwerp werden door de 'Werkgroep Wetgeving' van de Interministeriële Commissie voor humanitaire recht (ICHR) voorbereid. Het administratieve instemmingsdossier wordt door de technisch bevoegde dienst van de FOD Buitenlandse Zaken, de Directie Internationaal Publiek Recht, vervolledigd zodat de parlementaire procedure kan ingeleid worden.'

6.3. Bovendien engageren de partijen zich in artikel 9, lid 2, a), van de partnerschapsovereenkomst om 'maatregelen te nemen, gericht op de ondertekening of de ratificatie van alle relevante internationale instrumenten' inzake de strijd tegen de verspreiding van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen. België heeft de 'Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons', aangenomen te New York op 7 juli 2017, echter niet ondertekend.

De gemachtigde verduidelijkt in dit verband het volgende:

'Dit betreft een federale bevoegdheid.

België heeft dit verdrag niet ondertekend.

Ik verwijs naar het antwoord van minister-president Bourgeois van 20 juni 2017 op een vraag om uitleg over het standpunt van België over de VN-resolutie voor een kernwapenverbod:

'De federale overheid is hiervoor bevoegd. Vlaanderen wordt hierover niet geconsulteerd. Wat nucleaire ontwapening betreft en het opslagen van wapens op het grondgebied van het Vlaamse Gewest, onderschrijft de Vlaamse Regering uiteraard het objectief vooropgesteld in het non-proliferatieverdrag, namelijk de uiteindelijke eliminatie van alle kernwapens in de wereld.

België behoort tot een groep van achttien landen die de zogenaamde progressieve aanpak, een combinatie van wettelijke en niet-wettelijke maatregelen, voorstaat. Minister Reynders heeft zijn standpunt bepaald tijdens een bespreking in de Kamer op 14 december 2016. Hij antwoordde toen onder meer dat België tegen de VN-resolutie inzake onderhandelingen over een kernwapenverbod gestemd heeft, omdat hij gelooft dat een dergelijke maatregel niet zal bijdragen tot de effectieve eliminatie van kernwapens. Zonder de deelname van de kernwapenstaten en zonder een betrouwbaar verificatiemechanisme zal een dergelijk verdrag niet tot de ontmanteling van zelfs één kernwapen leiden, aldus minister Reynders.

[5] *Voetnoot 8 van het geciteerde advies :* Zie ook adv.RvS 62.626/VR van 22 januari 2018 over een voorontwerp van decreet 'houdende instemming met de kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Australië, anderzijds, ondertekend te Manila op 7 augustus 2017', opmerking 6.3.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Ik ben ervan overtuigd dat zowel via het bereiken van gemeenschappelijke posities in de EU als via ad-hocinitiatieven met bereidwillige NAVO-partners, België moet blijven pleiten voor verdere vooruitgang in de vermindering van de bestaande strategische nucleaire arsenalen, conform de resolutie van dit Vlaams Parlement."

Onverminderd deze verklaring zal het gevolg zijn dat door partij te worden bij de thans voorliggende partnerschapsovereenkomst, België zich ertoe verbindt om alsnog alle noodzakelijke maatregelen te nemen om partij te worden bij de 'Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons'.

7. De aandacht moet worden gevestigd op de transparantieverplichtingen waarin artikel 309 van de partnerschapsovereenkomst voorziet. Bij die bepaling worden bepaalde vormen van bekendmaking opgelegd die in de Belgische rechtsorde niet volledig zijn ingeburgerd.[6] Zo moeten maatregelen van algemene strekking, zijnde 'wetten, regelingen, procedures en administratieve beschikkingen van algemene aard, die gevolgen kunnen hebben voor onder deze overeenkomst vallende aangelegenheden',[7] in overeenstemming met artikel 309, lid 1, van de partnerschapsovereenkomst 'duidelijk melding maken van de mogelijke reikwijdte, het doel en het opzet van dergelijke maatregelen' en 'voldoende tijd tussen de bekendmaking en de inwerkingtreding van dergelijke maatregelen bieden, behalve in naar behoren gemotiveerde gevallen'. Bovendien moet al tijdens het beleidsvoorbereidende proces voldoende transparantie aan de dag worden gelegd, in het bijzonder door een notice and comment procedure, die aan de voorwaarden van artikel 309, lid 2, van de partnerschapsovereenkomst moet voldoen.

8.1. In de memorie van toelichting wordt bij de schets van het partnerland gewag gemaakt van het conflict over Nagorno-Karabach, een enclave in Azerbeidzjan waarop Armenië territoriale aanspraken maakt. Dat doet de vraag rijzen of de partnerschapsovereenkomst al dan niet van toepassing is op dat gebied. Artikel 383 van de partnerschapsovereenkomst spreekt slechts van 'het grondgebied van de Republiek Armenië', en schept dus weinig duidelijkheid.

Ook het antwoord van de gemachtigde biedt geen uitsluitsel:

'De Europese Unie is geen centrale actor in dit proces, maar laat het over aan de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE), specifiek de Minsk Groep, die binnen de OVSE zoekt naar een oplossing voor het Karabach-conflict. De EU treedt hierbij ondersteunend op en pleit voor een onderhandelde politieke oplossing in overeenstemming met het internationaal recht'.

8.2. Het zal uiteindelijk aan het Hof van Justitie toekomen om hieromtrent uitsluitsel te bieden. In haar recente rechtspraak over het toepassingsgebied van door de Europese Unie

[6] *Voetnoot 9 van het geciteerde advies :* Zie eerder reeds de waarschuwing van de Raad van State, afdeling Wetgeving, met betrekking tot gelijkaardige bepalingen in de associatieovereenkomst met Oekraïne: adv.RvS 56.890/VR van 27 januari 2015 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 13 mei 2015 'houdende instemming met de Associatieovereenkomst tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en hun Lidstaten, enerzijds, en Oekraïne, anderzijds, gedaan te Brussel op 21 maart 2014 en op 27 juni 2014', opmerking 4.2, *Parl.St.* Kamer 2014-15, nr. 54-980/001, 15-16. Voor een eerste concrete toepassing van die bepalingen m.b.t. een *notice and comment*-verplichting: zie adv.RvS 62.412/3 van 29 december 2017 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen', opmerking 4. Zie ook, met betrekking tot de gelijkaardige regeling in de partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst met Kazachstan, adv.RvS 58.987/VR van 1 april 2016 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 2 december 2016 'houdende instemming met de versterkte partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Kazachstan, anderzijds, ondertekend te Astana op 21 december 2015', opmerking 4.1, *Parl.St.* Vl.Parl. 2015-16, nr. 861/1, 22.

[7] *Voetnoot 10 van het geciteerde advies :* Artikel 307, a), van de partnerschapsovereenkomst.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

gesloten partnerschaps- of associatieovereenkomsten heeft het Hof van Justitie alvast de territoriale werkingssfeer van die overeenkomsten beperkt tot de internationaal erkende grenzen van het partnerland.[8]

9. De artikelen 3 en 362 tot 366 van de partnerschapsovereenkomst voorzien in een politieke dialoog tussen de partijen, met overleg, vergaderingen, bezoeken of uitwisselingen op parlementair, ministerieel en ambtelijk niveau, en in de oprichting van een Partnerschapsraad en een Partnerschapscomité, waarin overleg wordt gepleegd om de uitvoering van de partnerschapsovereenkomst te vergemakkelijken, de algemene doelstellingen ervan te bevorderen, en de algemene samenhang van de betrekkingen tussen de Europese Unie en Armenië te garanderen. De Partnerschapsraad en een Partnerschapscomité kunnen bovendien bindende beslissingen nemen.

Gelet op het gemengde karakter van de partnerschapsovereenkomst kunnen die mechanismen van overleg ook betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten behoren, zodat bijzondere afspraken zullen moeten worden gemaakt over de vertegenwoordiging en de betrokkenheid van alle overheden bij de standpuntbepaling wanneer die mechanismen worden toegepast.

Met betrekking tot organen die zijn opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst gesloten door de Europese Unie en haar lidstaten, in dat geval in de vorm van een Gemengd Comité, heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in advies 53.978/VR van 7 november 2013 het volgende opgemerkt:

'In dit verband moet in herinnering worden gebracht dat het noodzakelijk is om binnen België ook in de nodige procedures te voorzien om de Belgische standpuntbepaling en vertegenwoordiging in het voornoemde Gemengd Comité en het bij artikel 28 opgerichte subcomité te organiseren met respect voor de Belgische bevoegdheidsverdelende regels.

De vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België dienen overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' in een samenwerkingsakkoord te worden geregeld.

De huidige samenwerkingsakkoorden van 8 maart 1994[9] bieden geen voldoende juridische basis voor deze vertegenwoordiging en standpuntbepaling aangezien ze enkel betrekking hebben op de vertegenwoordiging in de Raad van de Europese Unie. De betrokken samenwerkingsakkoorden kunnen niet zo maar bij analogie worden toegepast, nu het Gemengd Comité weliswaar formeel een exponent is van de externe betrekkingen van de Europese Unie, maar materieel ook uitdrukkelijk voor aangelegenheden bevoegd is

[8] *Voetnoot 11 van het geciteerde advies :* Zie in verband met Marokko en de Westelijke Sahara, HvJ 27 februari 2018, *Western Sahara Campaign UK*, C-266/16, ECLI:EU:C:2018:118 (op grond van de regels van algemeen volkenrecht die van toepassing zijn in de betrekkingen tussen de Europese Unie en Marokko, te weten het in artikel 1 van het Handvest van de Verenigde Naties in herinnering gebrachte beginsel van zelfbeschikking en het beginsel van de relatieve werking van verdragen). Zie met betrekking tot Israël, de Westelijke Jordaanoever en de Gazastrook, HvJ 25 februari 2010, *Brita*, C-386/08, ECLI:EU:C:2010:91 (op grond van het algemene volkenrechtelijke beginsel "pacta tertiis nec nocent nec prosunt").

[9] *Voetnoot 12 van het geciteerde advies :* Voetnoot 2 van het aangehaalde advies: Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie', en samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie'.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren[10], die in de Belgische bevoegdheidsverdeling vervolgens ook behoren tot de (exclusieve) bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten.

Zolang ervoor niet in een voldoende juridische basis bij samenwerkingsakkoord is voorzien, dienen de vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België in het Gemengd Comité en in het subcomité overeenkomstig het bepaalde in artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 het voorwerp uit te maken van een overleg tussen de betrokken regeringen.'[11]

Weliswaar is het zo dat de coördinatie van de standpuntbepaling van de Europese Unie en haar lidstaten in aangelegenheden die tot de gemengde bevoegdheid van de Europese Unie en haar lidstaten behoren, in de praktijk plaatsvindt binnen de Raad van de Europese Unie, en dat de coördinatie van de Belgische standpuntbepaling hiervoor plaatsvindt overeenkomstig de regels voor de standpuntbepaling in de Raad.

Niettemin moet erop worden gewezen dat de beslissingen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren, juridisch gezien niet door de Raad van de Europese Unie worden genomen, maar door de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten in de Raad verenigd. Hoewel dit in de praktijk misschien eerder uitzonderlijk is, is het niet uitgesloten dat lidstaten in aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, in de organen opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst, alsnog nationale standpunten innemen.

Het ontbreken van een regeling ter zake overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' kan dan ook tot problemen aanleiding geven. Indien er een consensus zou bestaan tussen de bevoegde overheden om het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie' in deze aangelegenheden naar analogie toe te passen, dan wordt dit samenwerkingsakkoord het best aangepast om het toepassingsgebied ervan in die zin uit te breiden.

ONDERZOEK VAN HET INSTEMMINGSDECREET

10.1. Naar luid van artikel 362, lid 8, van de partnerschapsovereenkomst is de Partnerschapsraad 'bevoegd om de bijlagen bij te werken of te wijzigen, zonder afbreuk te doen aan eventuele specifieke bepalingen uit hoofde van titel VI'. De partnerschapsovereenkomst voorziet ook in enkele bijzondere procedures voor de wijziging van specifieke bijlagen van de partnerschapsovereenkomst (artikelen 240, lid 3, en 270, lid 2, van de partnerschapsovereenkomst). Die bepalingen voorzien in de toepassing van een procedure van wijziging van de partnerschapsovereenkomst die ertoe kan leiden dat België internationaal gebonden wordt door die wijzigingen, zonder dat de wetgevende vergaderingen daarmee hun instemming hebben verleend.

[10] *Voetnoot 13 van het geciteerde advies :* Voetnoot 3 van het aangehaalde advies: Zie artikel 62 van de kaderovereenkomst.

[11] *Voetnoot 14 van het geciteerde advies :* Adv.RvS 53.978/VR van 7 november 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest van 4 april 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', opmerking 3.2, *Parl.St.* Vl.Parl. 2013-14, nr. 2455/1, 37-38.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

10.2. Gelet op die bepalingen moet het voorontwerp, zoals de gemachtigde beaamt,[12] worden aangevuld met een bepaling waarin voorafgaandelijk wordt ingestemd met de wijzigingen die zullen worden aangebracht op basis van de artikelen 240, lid 3, 270, lid 2, en 362, lid 8, van de partnerschapsovereenkomst.

Bij gebrek aan een dergelijke voorafgaande instemming zal het Vlaams Parlement uitdrukkelijk zijn instemming moeten verlenen met elk van de later aangenomen wijzigingen van de bijlagen bij de Overeenkomst.

10.3. Een dergelijke voorafgaande instemming door de wetgever met toekomstige wijzigingen is mogelijk, mits aan bepaalde voorwaarden is voldaan. Zo heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in advies 37.954-37.970-37.977-37.978/AV[13] het volgende opgemerkt:

'Zowel het Hof van Cassatie[14] als de afdeling Wetgeving van de Raad van State[15] aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf kunnen instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4 van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: met name is vereist dat de Wetgevende Kamers en desgevallend de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen van de toekomstige wijzigingen kennen[16] en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen.'

Ten aanzien van de partnerschapsovereenkomst tot de instemming waarmee het voorontwerp strekt, kan worden aangenomen dat voldaan is aan het vereiste dat de grenzen van de toekomstige wijzigingen voldoende gekend zijn.

---

[12] *Voetnoot 15 van het geciteerde advies:* De gemachtigde verklaarde: "Het ontwerp van decreet zal in die zin gewijzigd worden."

[13] *Voetnoot 16 van het geciteerde advies :* Advies op 15 februari 2005 verstrekt over:
- een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 9 juni 2006 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004' (37.954/AV) (*Parl.St.* Vl.Parl. 2004-05, nr. 358/1, 64);
- een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 23 juni 2005 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004' (37.970/AV) (*Parl.St.* Ver.Verg.Gem.Gem.Comm. 2004-05, nr. B-30/1, 25);
- een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 23 juni 2005 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004' (37.977/AV) (*Parl.St.* Br.Parl. 2004-05, nr. A-128/1, 25);
- een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004' (37.978/AV) (*Parl.St.* Senaat 2004-05, nr. 3-1091/1, 539).

[14] *Voetnoot 17 van het geciteerde advies :* Voetnoot 35 van het aangehaalde advies: Cass. 19 maart 1981, *Arr. Cass.* 1980-1981, 808; *JT* 1982, 565, en noot J. VERHOEVEN; Cass. 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

[15] *Voetnoot 18 van het geciteerde advies :* Voetnoot 36 van het aangehaalde advies: Zie o.m. advies nr. 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl.St.*, Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl.St.*, W.Gew.R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl.St.*, Senaat, 2004-2005, nr. 957/1).

[16] *Voetnoot 19 van het geciteerde advies :* Voetnoot 37 van het aangehaalde advies: Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Het voorgaande neemt niet weg dat met toepassing van artikelen 240, lid 3, 270, lid 2, en 362, lid 8, van de partnerschapsovereenkomst wijzigingen in de bijlagen bij de partnerschapsovereenkomst kunnen worden aangenomen waarmee het Vlaamse Parlement het eventueel niet eens is. Om dat parlement de mogelijkheid te geven om dat aan de regering duidelijk te maken,[17] zou het voorontwerp het best ook worden aangevuld met een bepaling waarin wordt voorzien in de verplichting voor de Vlaamse Regering om elke door de Partnerschapsraad, het Partnerschapscomité[18] of het Subcomité goedgekeurde wijziging van de bijlagen binnen een bepaalde termijn aan het Parlement mee te delen.[19]

10.4. Het gegeven dat met een wijziging op een stilzwijgende wijze voorwaardelijk is ingestemd door het Vlaams Parlement, houdt geen afwijking in van de verplichting die voortvloeit uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' om die wijziging in het Belgisch Staatsblad bekend te maken opdat ze uitwerking zou hebben in het interne recht.

Artikel 190 van de Grondwet bepaalt dat alleen de wetgever bevoegd is om de vorm te bepalen waarin de wetten en verordeningen moeten worden bekendgemaakt opdat ze verbindend worden. Volgens het Hof van Cassatie geldt die grondwetsbepaling naar analogie voor internationale akten. Het Hof heeft immers geoordeeld dat verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.[20]

SLOTOPMERKING

11. In de partnerschapsovereenkomst wordt verwezen naar internationale regels en normen, die aldus ook verbindend worden gemaakt.

Bij wijze van voorbeeld kan worden verwezen naar:

- de aanbevelingen van de Groep van Staten tegen corruptie ("GRECO") van de Raad van Europa, en van de OESO, voor transparantie inzake vermogensverklaringen, de bescherming van klokkenluiders, en de openbaarmaking van informatie over uiteindelijke begunstigden van juridische entiteiten (artikel 16, lid 2, van de partnerschapsovereenkomst);

- de verdere ontwikkeling van het beleid voor corporate governance dient te gebeuren in overeenstemming met de internationale normen, met name die van de OESO (artikel 60, lid 2, b), van de partnerschapsovereenkomst);

---

[17] *Voetnoot 20 van het geciteerde advies :* Zie de procedure voor vereenvoudigde verdragswijzigingen, zoals geregeld in artikel 75/1 van het Reglement van het Vlaams Parlement (wijziging van het Reglement van het Vlaams Parlement 'wat de vereenvoudigde verdragswijzigingen betreft', aangenomen op 24 juni 2015, *Parl.St.* Vl.Parl. 2014-15, nr. 359/3; zie ook: M. ELST, "Reglementswijziging met betrekking tot vereenvoudigde verdragswijzigingen in het Vlaams Parlement", *TvW* 2015, 293-297).

[18] *Voetnoot 21 van het geciteerde advies :* Overeenkomstig artikel 363, lid 5, van de partnerschapsovereenkomst kan de Partnerschapsraad immers bevoegdheden overdragen aan het Partnerschapscomité, waaronder de bevoegdheid om bindende besluiten te nemen.

[19] *Voetnoot 22 van het geciteerde advies :* Voor de formulering hiervan kan inspiratie worden gezocht in de artikelen 3 en 4 van het decreet van 4 april 2014 'houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010' en de artikelen 3 en 4 van het decreet van 25 april 2014 'houdende instemming met het Europees verdrag inzake het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren (ADN), opgemaakt in Genève op 26 mei 2000, en met de geactualiseerde voorschriften ADN 2013'.

[20] *Voetnoot 23 van het geciteerde advies :* Cass. 11 december 1953, *Pas.* 1954, I, 298; Cass. 19 maart 1981, *J.T.* 1982, 565-567, noot J. VERHOEVEN.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

- de OESO-richtsnoeren voor multinationale ondernemingen, het Global Compact van de Verenigde Naties, de tripartiete beginselverklaring betreffende multinationale ondernemingen en sociaal beleid van de ILO, en ISO 26000 (artikel 88 van de partnerschapsovereenkomst);

- inzake fraudebestrijding en financiële transparantie vermeldt artikel 183 van de partnerschapsovereenkomst, naast de "Ten Key Principles for Information Exchange" die door de ministers van Financiën van de G7-landen zijn aangenomen:

a) de 'Core Principles for Effective Banking Supervision' van het Bazels Comité voor het bankentoezicht;

b) de 'Insurance Core Principles' van de International Association of Insurance Supervisors;

c) de 'Objectives and Principles of Securities Regulation' van de International Organisation of Securities Commissions;

d) de 'Agreement on Exchange of Information on Tax Matters' van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO);

e) het 'Statement on Transparency and exchange of information for tax purposes' van de G20; alsmede

f) de 'Veertig aanbevelingen inzake het witwassen van geld" en de „Negen bijzondere aanbevelingen inzake terrorismefinanciering' van de Financial Action Task Force.

- OESO-richtsnoeren voor multinationale ondernemingen, het 'Global Compact'-initiatief van de Verenigde Naties en de Tripartiete beginselverklaring van de ILO betreffende multinationale ondernemingen en sociaal beleid van 1977 (artikel 276, e), van de partnerschapsovereenkomst).

Hierbij dient te worden herhaald dat, volgens vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie, bij gebrek aan een bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, deze bepalingen niet tegenwerpelijk zijn aan particulieren.[21] Deze internationale regels en normen dienen bijgevolg samen met de thans voorliggende partnerschapsovereenkomst in het Belgisch Staatsblad te worden bekendgemaakt."

[21] *Voetnoot 24 van het geciteerde advies :* Zie de in opmerking 10.4 aangehaalde rechtspraak van het Hof van Cassatie.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡

Dezelfde opmerkingen gelden mutatis mutandis voor het voorliggende voorontwerp van ordonnantie.[22-23]

2. Bovendien moet in artikel 2, 2°, van het voorontwerp melding worden gemaakt van artikel 240, lid 3, van de partnerschapsovereenkomst en niet van artikel 204, lid 3, ervan.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

[22] De afdeling Wetgeving merkt evenwel op dat artikel 2, 2°, van het voorontwerp voldoet aan het vereiste bepaald in opmerking 10.2 van advies 63.085/VR.

[23] Zie eveneens in dezelfde zin, advies 64.387/4, op 24 oktober 2018 gegeven over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap houdende instemming met dezelfde partnerschapsovereenkomst, *Parl.St.* Fr. Parl. 2018-19, nr. 755/1, 12 tot 22, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64387.pdf; advies 64.439/4, op 7 november 2018 gegeven over een voorontwerp van decreet van het Waals Gewest houdende instemming met dezelfde partnerschapsovereenkomst wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap overgeheveld is naar het Waals Gewest, *Parl.St.* W.Parl. 2018-19, nr. 1235/1, 8 tot 13, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64439.pdf; advies 64.440/4, op 7 november 2018 gegeven over een voorontwerp van decreet van het Waals Gewest houdende instemming met dezelfde partnerschapsovereenkomst, *Parl St.* W.Parl. 2018-19, nr. 1234/1, 8 tot 13, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64440.pdf; en advies 64.524/3, op 5 december 2018 gegeven over een voorontwerp van wet houdende instemming met dezelfde partnerschapsovereenkomst, *Parl.St.* Kamer *2018-19*, nr. 54-3459/001, 15 tot 25, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64524.pdf. De afdeling Wetgeving heeft zich eveneens in die zin uitgesproken in advies 64.594/3, gegeven op 6 december 2018 over een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap houdende instemming met dezelfde partnerschapsovereenkomst.

‡LW-BDDTICADD-GFCDEVT‡